



LA SUISSE, TÉMOIN DE L'EUROPE (3/5)

A Lausanne, Jean Monnet en héritage

C'est en Suisse que le cofondateur du Marché commun a choisi d'entreposer ses archives. Une décision symbolique, qui nécessite l'accord de l'Élysée. La Ferme de Dorigny, depuis lors, reste un haut lieu de l'Europe

TEXTES: RICHARD WERLY @Uwerly

La Suisse, mémoire de l'Europe? A parcourir les salles souterraines de la Ferme de Dorigny, sur le campus de l'Université de Lausanne, l'impression est tenace. Dans les vitrines de verre de ces locaux climatisés, maintenus à température et à humidité constante par une machinerie digne des musées les plus modernes? Quantité de lettres, de carnets et d'annotations originales de Jean Monnet. Plus des centaines d'heures d'entretiens vidéo, réalisés avec ceux qui firent et font encore l'Europe.

Une grande partie de la bibliothèque du premier commissaire français au Plan, père du Marché commun, est aussi préservée ici, riche d'ouvrages en toutes langues, dédiés par de prestigieuses personnalités internationales. Plus qu'un héritage, une mission: «Jean Monnet était convaincu que la Suisse, à travers son ami Henri Rieben, saurait à la fois préserver et valoriser ses archives», confie Gilles Grin, le directeur de la fondation créée en 1978 et, depuis, toujours ouverte aux historiens et aux chercheurs.

Sur le papier, la donation de ces milliers de documents négociée par l'universitaire vaudois Henri Rieben se négocie au cours de quelques manuscrites de l'acte signé par Jean Monnet le 29 septembre 1978 (ci-contre). Celui que Pierre Vianson-Ponté surnomma «L'homme aux idées claires» dans sa superbe nécrologie du *Monde* en mars 1979, est alors malade, affaibli et conscient de la fragilité de son œuvre politique. Heureux d'avoir enfin vu, six ans plus tôt, le Royaume-Uni rejoindre la Communauté européenne, Monnet reste – fait révélateur – en marge de l'intelligentsia parisienne qu'il avait bousculée en décembre 1945, nommé par le gouvernement provisoire du général de Gaulle à la tête du «Commissariat du plan de modernisation et d'équipement». Trente ans plus tard, le vieil homme cultive la nostalgie de ce commando de 30 à 40 collaborateurs qui, en marge des partis politiques affairés à remettre la République en coupe réglée, s'employèrent dans l'immédiat après-guerre à déverrouiller la France et à dessiner les contours d'un grand plan d'investissement.

Paul Delouvrier, Etienne Hirsch, Robert Marjolin... Les «hussards» de Monnet sont, en cette fin de septennat de Valéry Giscard d'Estaing, aux manettes de l'Etat, et parfois des institutions communautaires à Bruxelles. Lui les reçoit de temps à autre dans sa demeure de Bazoches-sur-Guyonne, près de Mont-

fort-l'Amaury (Yvelines) où ce Bordelais de souche a pris racine avec sa femme Silvia de Bondini, une Italienne épousée à Moscou en 1934, car seule l'ex-URSS permettait à cette femme mariée de divorcer sans le consentement de son conjoint... Monnet a des raisons de craindre la dispersion de son œuvre. Ses milliers de documents, éparpillés, s'entassent dans l'appartement de son beau-frère, avenue Foch, mais aussi dans un garage à proximité. Chaos de papier. L'histoire de l'intégration européenne gît là. En vrac.

Il faut avoir en tête les dates pour comprendre combien Jean Monnet a épousé le tumulte de son siècle. Né le 9 novembre 1888, dans une France où la IIIe République n'a pas encore pansé les plaies de l'humiliante défaite de 1870, ce fils de négociants en cognac a 26 ans, en 1914, lorsqu'il part à Londres, après avoir été réformé pour raisons de santé. Cinq ans plus tard, au sortir de la guerre, le voici à Genève, proposé secrétaire général adjoint de la Société des nations, dont il démissionnera en 1923, dégoûté par l'obstruction des Etats-nations. Crise de 1929. Monnet «l'Américain», alors installé aux Etats-Unis, part en Chine, à Nankin, conseiller le régime nationaliste de Tchang Kaï-shek. Suivent son mariage, cette Seconde Guerre mondiale qu'il avait malheureusement prévue, et son rôle décisif dans l'approvisionnement de la France libre en armes américaines... Une vie digne d'Hollywood qui la même vu, à Alger en 1943, dans les salles de l'ancien lycée de jeunes filles transformé en siège du Comité national français, arbitrer le duel entre les généraux de Gaulle et Giraud, au profit du premier. Roosevelt et Churchill couvrent cet anglophile digne de confiance, qui comprend l'économie et n'a pas la morgue du grand «Charles». En 1950, lorsqu'il coécrit les premières lignes du fameux plan Schuman qui le conduira à prendre deux ans plus tard la tête de la Haute Autorité du charbon et de l'acier à Luxembourg, Monnet l'Européen a déjà 62 ans.

L'homme qui a tant servi la France, le plus souvent dans l'ombre, n'a pourtant guère été payé de retour. La fièvre révolutionnaire des années 1968 voit, dans les universités françaises, les capitalistes mis à l'index, les hauts fonctionnaires vilipendés et la Chine de Mao louée pour ses prouesses sur fond de décolonisation et de tiers-mondisme triomphant. Les trois passions de Jean Monnet – le commerce, l'Europe et l'Etat – sont diabolisées. Reste, pour mener à bien son rêve, le noyau dur du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe qu'il a créé en 1955 et au sein duquel œuvre l'universitaire vaudois Henri Rieben. Publiée en 1954, la thèse de ce dernier, *Des Ententes de maîtres de forges au plan Schuman*, a été remarquée par Monnet au moment où il quitte la Haute Autorité, brisé par le rejet de son projet de Communauté européenne de défense par les députés français. Trou d'air. La signature du Traité de Rome, en mai 1957, remet sur pied l'intégration communau-

«Le transfert des archives de Paris à Lausanne fut une sorte d'opération commando»

GILLES GRIN, DIRECTEUR DE LA FONDATION JEAN-MONNET



C'est du bureau parisien de Jean Monnet, rue de Martignac, que partit au printemps 1950 la feuille de route du Marché commun adressée à Robert Schuman. (YOUSUF KARSH/CAMERA PRESS/KEYSTONE)

taire mais voit peu à peu Monnet prendre du champ. Certains parlent même de dépression. Plusieurs séjours en Suisse, à l'invitation d'Henri Rieben, lui permettent de se refaire une santé politique au contact de ce fédéralisme helvétique qu'il connaît bien. En 1963, Monnet préside à Lausanne la création de l'Institut de recherches historiques européennes. Il est au château de Vidy en 1966. Rieben, déjà, cherche à le convaincre d'écrire ses Mémoires. Réponse dans un courrier expédié le 13 juillet 1967 du fameux appartement parisien de l'avenue Foch, siège du comité: «Ce que j'ai en tête, écrit Monnet à son confident vaudois, n'est pas une action future immédiate, mais pourrait être une action future: le dépôt de mes archives.»

L'affaire, conclue une décennie plus tard, à la fin de 1978 avec la donation, se transformera en labyrinthe. Car, outre le regroupement des documents

épars, une autre épreuve attend Henri Rieben: l'administration française. Jean Monnet est un trésor politique national aussi marginalisé que jaloux. L'affaire remonte donc au plus haut niveau, soit à l'Élysée. Le président Giscard d'Estaing, saisi de la demande, finit par acquiescer. «Ce fut une sorte d'opération commando. Lausanne, le canton de Vaud, la Confédération... tout le monde a dû promettre à la France la meilleure préservation possible des archives», se souvient Gilles Grin. Une partie de la cargaison voyage en train, l'autre en camion. Halte à Bellegarde. Aux Ports francs de Chavornay. Transit par des entrepôts chez Lavanchy. Emotion. Soulagement. Le 30 octobre 1978, Henri Rieben prend la plume: «Monsieur le Président, je suis heureux de vous confirmer que vos archives sont bien arrivées... Il me semble qu'une belle entreprise prend son envol.»

SUR LE WEB

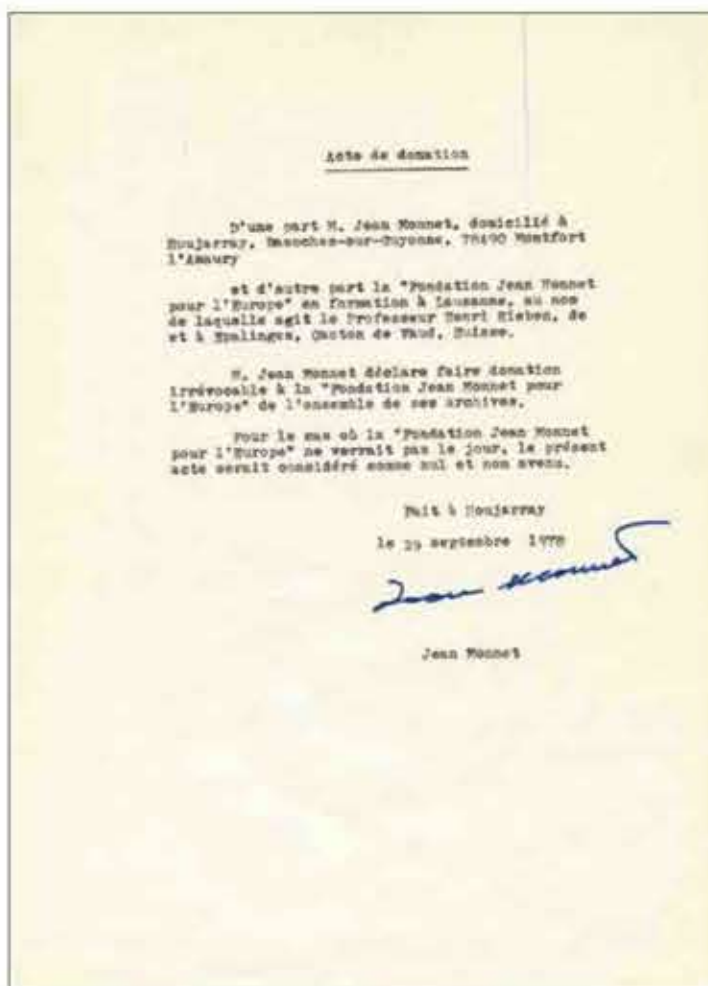
Cette série d'articles est enrichie de documents d'archives et de photos fournis notamment par la Fondation Jean-Monnet (www.jean-monnet.ch), le Centre européen de la culture (www.ceculture.org) et le «Journal de Genève et Gazette de Lausanne» (www.archivesletemps.ch). «Le Monde» nous a également ouvert l'accès à ses archives. (www.lemonde.fr).

LES ACTEURS

Jean Monnet
Né en novembre 1888 à Cognac (France). Haut fonctionnaire. Inventeur du Plan. Père du Marché commun. Décédé en mars 1979.

Henri Rieben
Né en mars 1921 à Epalinges (VD). Se rapproche de Monnet après la publication, en 1954, de sa thèse «Des ententes de maîtres de forges au plan Schuman». Créé en 1957 le Centre de recherches européennes à Lausanne. Président de la Fondation Jean-Monnet pour l'Europe jusqu'à la fin de 2005.

Valéry Giscard d'Estaing
Né le 2 février 1926. Président de la République française de 1974 à 1981. Préside la Convention sur l'avenir de l'Europe de 2001 à 2004. Le projet de Constitution européenne qui en résulte est abandonné après le non français au référendum du 1er juin 2005.



Dès 1967, Jean Monnet envisageait de transférer ses archives en Suisse. (FONDATION JEAN-MONNET POUR L'EUROPE, LAUSANNE)

Monnet-De Gaulle: duel sur l'Europe, l'Etat et le Royaume-Uni

HISTOIRE Un abîme séparait le très anglophile promoteur du Marché commun du héros de la France libre

Deux géants au caractère et aux visions diamétralement opposés: à la lumière de l'histoire, Jean Monnet et Charles de Gaulle ne pouvaient que s'opposer, tout en se témoignant un respect mutuel. Fils de cette Aquitaine ouverte sur l'Atlantique, héritier d'une dynastie de commerçants en spiritueux, le premier croit d'autant plus à la vertu des grands marchés qu'il restera toujours très impressionné par la réussite économique des Etats-Unis.

Né à Lille dans une famille aristocratique catholique, blessé et fait prisonnier durant le premier conflit mondial, le second choisit, dans l'entre-deux-guerres, les contreforts de la Champagne pour s'installer en

famille à La Boissière. Deux ancêtres géographiques. Deux tempéraments.

Face à de Gaulle toujours taraudé par la conquête et l'exercice du pouvoir, Monnet juge essentiel de savoir s'adapter aux circonstances. A l'inverse, leur désintéressement matériel, leur hauteur de vues et leur liberté à l'égard des formations politiques les rapprochent: «Jean Monnet savait éviter de se crispier sur ses idées les plus chères. Il s'employait surtout à créer les conditions d'une évolution meilleure», note le commentateur du *Monde* Pierre Drouin, dans sa nécrologie publiée à côté de celle de Vianson-Ponté sous le titre «Un conquérant tranquille».

Au centre de cette divergence intellectuelle et personnelle se trouvent l'Etat-nation et le rôle qu'il doit jouer dans l'après-guerre. Pendant que de Gaulle peaufine, dans les années

1930, ses théories militaires sur l'importance des chars et de l'armée de métier, Jean Monnet fonde et préside une grande banque outre-Atlantique, puis plaide, dès la déclaration de guerre, pour une union entre la France et le Royaume-Uni.

Mauvais vents

Mais leur grande divergence s'est forgée au sortir de la Première Guerre mondiale et de la victoire française face à l'Allemagne. Secrétaire général adjoint de la Société des nations entre 1918 et 1922, basée à Genève, Jean Monnet a constaté l'impuissance de l'organisation internationale dont les membres ont bafoué les règles et sapé les intérêts communs. La France éternelle, que de Gaulle affirme incarner, est trop portée vers les hommes providentiels et trop secouée par les mauvais vents nationalistes pour

celui que Roosevelt et Churchill ont, en 1943, envoyé à Alger pour tenter d'apaiser le duel entre l'homme du 18-Juin et son rival, le général Giraud, dont il cernera néanmoins très vite les limites.

Ironie de l'histoire, le sujet de son ultime affrontement avec de Gaulle est la Grande-Bretagne. Monnet enrage du veto opposé, en janvier 1963, à l'entrée de Londres dans le Marché commun: «Le Royaume-Uni représente beaucoup», argumente-t-il dans un entretien à la presse américaine en 1964: «Son respect de la légalité et des institutions démocratiques rejoint les fondements mêmes de l'Europe que nous bâtissons: l'union démocratique des peuples par des lois et des institutions qui sont les mêmes pour tous.» Un demi-siècle plus tard, le Brexit démontre que de Gaulle avait peut-être mieux perçu les choses... =



Le 4 juin 1943, Monnet (à gauche) est à Alger aux côtés de De Gaulle, Giraud et Churchill, inquiet des dissensions françaises. (FONDATION JEAN-MONNET POUR L'EUROPE, LAUSANNE)

LES PARTIS POLITIQUES FNAPPÉS DE DISCRÉDIT
France: de la session extraordinaire
La «der» du «Journal de Genève» du 17 mars 1979. (WWW.ARCHIVESLETEMPS.CH)